

par Patrice Jorland

Le Venezuela enterre aujourd'hui l'un des dirigeants les plus marquants de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'homme a monopolisé le débat politique vénézuélien et latino-américain durant plus de 20 ans. Détesté par les élites, adulé par les classes défavorisées, Hugo Chávez ne laissait personne indifférent. Son parcours personnel a contribué à forger le mythe.

Un parcours mouvementé

Né dans une famille de l'État de Barinas, il intègre les forces armées, gravit les échelons de la hiérarchie militaire et devient lieutenant-colonel. Admirateur de Simón Bolívar, le libérateur de la grande Colombie du joug espagnol, il crée le Mouvement Bolivarien 200 au sein des forces armées en 1983. Ce mouvement d'inspiration nationaliste aurait très certainement été voué à l'anonymat, s'il n'était pas né en même temps qu'une profonde crise économique, sociale, et politique. Incapables de résoudre les problèmes économiques de la société vénézuélienne, les élites de la IV<sup>e</sup> République tentent de mettre en place des réformes de caractère néolibéral qui échouent à relancer l'économie. Les inégalités augmentent, le Venezuela s'appauvrit, le PIB régresse, et le FMI demande la réduction des déficits publics. Le peuple reste fidèle aux deux partis historiques de la IV<sup>e</sup> République (*Acción Democrática* et *COPEI*) jusqu'à ce que Carlos Andrés Pérez (candidat d'*Acción Democrática*) soit élu Président. Ce dernier promet au cours de la campagne de mener une politique sociale rappelant celle qui avait été la sienne dans les années 70. Cependant, une fois élu, il augmente les taxes, les prix de l'essence et réduit les dépenses sociales. Lorsque ces réformes entrent en vigueur de violentes manifestations et émeutes éclatent dans tout le pays : c'est le *caracazo*. L'armée est appelée à l'aide, elle tire sur les manifestants et les émeutiers. Le bilan est de 300 morts selon la police, 3000 selon les associations. Hugo Chávez refuse de tirer et prépare un coup d'État contre ce gouvernement qu'il juge désormais illégitime.

Le 4 février 1992, Hugo Chávez se trouve à la tête des troupes rebelles qui tentent de prendre d'assaut le palais présidentiel mais l'insurrection est un échec. Ce dernier assume la responsabilité du revers et déclare que « les objectifs qu'ils s'étaient fixés n'étaient pas atteints, pour le moment ». Il est emprisonné mais, depuis le *caracazo*, le peuple vénézuélien ne croit plus dans la politique de ses élites. Le « Pour le moment », prononcé par le

lieutenant-colonel, devient un signe de ralliement pour tous les opposants de la IV<sup>e</sup> République. Alors qu'Hugo Chávez purge sa peine pour le soulèvement manqué, Carlos Andrés Pérez est destitué pour corruption. La non participation d'Hugo Chávez au nouveau scrutin n'empêche pas la déroute aux élections présidentielles de 1993 d'*Acción Democrática* et du *COPEI*. Le nouveau Président, Rafael Caldera, sous la pression de l'opinion publique, libère Hugo Chávez. Ce dernier incarne alors les espoirs de toute une nouvelle génération de vénézuéliens qui souhaitent le changement.

L'élection de décembre 1998 est un triomphe pour le natif de Banes, avec 56 % des suffrages exprimés au premier tour, Hugo Chávez est élu chef de l'État. L'activité législative et constitutionnelle est intense : en l'espace de deux ans un référendum, une nouvelle constitution et une nouvelle élection présidentielle ont lieu. L'armée est mobilisée pour palier à l'urgence sociale, une réforme agraire est votée pour redistribuer les terres en jachères aux petits paysans, les bénéfices de la compagnie pétrolière nationale redistribués pour parvenir à développer le pays. La gestion du Président Chávez est plébiscitée et ce dernier devient le dirigeant démocratique le mieux élu de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle avec 59,6 % des suffrages exprimés.

Cependant, la gestion de celui-ci ne convient pas à tous. Les patrons vénézuéliens se mettent en grève en décembre 2001, avant de s'engager dans un coup d'État mené le 11 avril 2002. Les chaînes de télévision privées diffusent des images truquées montrant supposément des chavistes tirer sur une manifestation pacifique de l'opposition alors que la chaîne publique, la *venezolana*, aux mains des partisans de Chávez est coupée par l'opposition. Pedro Carmona, dirigeant de la *fedecámaras* (association regroupant les principales entreprises vénézuéliennes), s'autoproclame Président de la République, abroge la constitution, et destitue Hugo Chávez. Des manifestations de rue éclatent dans tout le pays pour réclamer le retour du Président constitutionnel. Sous la pression des manifestants et d'une partie de l'armée, Pedro Carmona doit se retirer après 48 heures de gouvernement. Le Président légal revient sous les acclamations d'une foule immense qui scande son nom. Pourtant, le mouvement populaire qui permet à Hugo Chávez de revenir au pouvoir est très peu mentionné dans la presse internationale. En effet, l'homme qui est décrit dans les médias, ressemble à un dictateur paranoïaque que le quotidien *Libération* du 7 décembre 2007 n'hésitera pas à comparer à Mouammar Kadhafi, Bachar Al-Assad, ou Idriss Deby. Si Hugo

Chávez est souvent caricaturé pour ses propos tranchants comme lors de son discours à l'ONU du 20 septembre 2006 où il désigne George Bush par le mot « diable », ses propos sont aussi exagérés et déformés par la presse. Ainsi l'antisémitisme supposé du Président vénézuélien tenait dans une phrase tronquée et modifiée d'un discours prononcé le 24 décembre 2005 dans l'État de Miranda.

### Un bilan impressionnant

Hugo Chávez, sachant qu'il ne peut pas s'appuyer sur les classes économiques dominantes issues de la IV<sup>e</sup> République, qui ont tenté de le renverser, mène des réformes structurelles de lutte contre la pauvreté. En l'espace de trois ans, et malgré une grève pétrolière menée par les anciens putschistes au sein de la PDVSA (compagnie pétrolière nationale), Hugo Chávez conduit des réformes sociales majeures. Les missions Robinson, Ribas, Sucre, Barrio Adentro, Vuelvan Caras, Madres del Barrio, apportent éducation, santé, formation professionnelle, et aide alimentaire dans des lieux qui étaient jusque là délaissés par les pouvoirs publics. Trois ans après la grève pétrolière, le taux de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans a été réduit de 22,40 ‰ à 17,03 ‰ (INE, 2011), le taux de pauvreté de 62,1 % à 36,3 % (INE, 2011), et l'analphabétisme est éliminé. Au niveau international des accords de coopération sont mis en place avec d'autres pays latino-américains sur la base de l'échange équitable de ressources. L'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, l'ALBA, créée en 2004 à l'initiative de Cuba et du Venezuela s'élargit à la Bolivie, au Nicaragua, à l'Équateur, et à quelques îles antillaises. Conséquence de ces succès, le Président est élu au premier tour de l'élection du 3 décembre 2006 avec près de 60 % des suffrages exprimés, un record absolu après sept ans d'exercice du pouvoir. Rien ne semblait alors pouvoir arrêter la machine électorale chaviste.

Pourtant, le 2 décembre 2007, le Président vénézuélien connaît sa première défaite à un scrutin électoral. Le référendum qui prévoyait de modifier la constitution afin d'établir un régime socialiste et la suppression de la limite du nombre de mandats possibles de briguer pour un Président de la République est refusé par 50,7 % des suffrages exprimés. En novembre 2008, les élections régionales sont une défaite relative pour les forces chavistes regroupées depuis le 9 mars 2008 au sein du PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela). Si les chavistes conservent la majorité des régions, l'opposition en gagne 4. Les prix des

produits pétroliers dont le Venezuela reste extrêmement dépendant pour ses ressources financières baissent en raison de la crise économique mondiale. La corruption et les dysfonctionnements de certaines missions entraîne une baisse de popularité de son gouvernement.

Hugo Chávez relance alors les programmes de construction sociaux, les missions bolivariennes, et augmente le salaire minimum vénézuélien. L'élection de 2012 montre que malgré la maladie qui le ronge, Hugo Chávez reste extrêmement populaire. La mort du Président vénézuélien laisse un pays marqué par une décennie de transformation sociale et politique que le successeur d'Hugo Chávez devra continuer sans la légitimité historique et charismatique de l'ex-leader bolivarien. Nul doute que l'appel des forces armées et de Nicolás Maduro à l'unité n'est pas étranger à la volonté du PSUV de ne pas voir un parti hétéroclite et réuni par Chávez éclater en plusieurs tendances.

À l'heure où le Venezuela enterre celui qui aura marqué la politique latino-américaine depuis près de quatorze ans, il est vraisemblable que la figure tutélaire d'Hugo Chávez marquera encore durablement la politique de ce pays dans les prochaines décennies.